

Emportée par le courant des idées, la France a mis fin au monopole d'EDF et ouvert l'électricité aux disciplines du marché. Cela devait améliorer la gestion, dynamiser les équipes et faire baisser les prix du courant.

Dix ans plus tard, le problème n'est plus de faire baisser les prix, mais d'accepter ou non de les laisser monter pour s'aligner sur ceux du marché européen ! Que s'est-il donc passé ?

Explication. L'électricité n'étant pas stockable, c'est à chaque instant que les dispatchers doivent faire en sorte que l'offre égale la demande. Ils appellent d'abord les centrales dont le coût marginal – le coût de production du kilowattheure supplémentaire – est le plus bas, jusqu'à arriver à la centrale qui assure le bouclage. Les énergies "fatales" (hydraulique, éolienne, etc.) étant prioritaires, ce sont les dépenses d'uranium ou de charbon du dernier kilowattheure nécessaire qui fixent le prix du marché: en dessous de ce prix, il n'est pas rentable de produire et la centrale sollicitée refuse; au-dessus, on risque de se faire chiper la place par la concurrence.

Quand la demande est si faible que seules les centrales nucléaires sont appelées, le prix du marché est le coût, très bas, du kilowattheure nucléaire supplémentaire ; on dit que le système est "marginal nucléaire". Aux autres heures, c'est le coût du kilowattheure charbon de la dernière centrale appelée qui intervient: le système est alors "marginal charbon"... Lorsque chacun vivait dans ses frontières, la France était souvent "marginale nucléaire", avec des prix bas – mais l'Allemagne jamais. Dès lors que le marché est devenu européen, les centrales nucléaires françaises sont toutes sollicitées pour se substituer aux centrales à charbon les plus coûteuses des autres pays ; mais, de ce fait, les prix s'élèvent au niveau des coûts des centrales à charbon allemandes. Ainsi, les Français devraient payer des prix beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui pendant la plus grande partie de l'année. EDF encaisserait alors une "rente nucléaire".

Stupéfaction ! On voulait que les prix français baissent et il faudrait les laisser monter pour s'aligner sur ceux du marché européen ! Le consommateur ne devrait-il pas au moins tirer bénéfice de l'effort fait par le contribuable pour son parc nucléaire ? Si ce n'est que le nucléaire d'EDF a été financé par emprunt (certes avec la garantie, chèrement payée, de l'État) ou autofinancement, sans apport du contribuable ! EDF n'a même jamais reçu un sou de l'État : à partir du noyau initial, nationalisé en 1946 et généreusement indemnisé par le "1 % actionnaires" prélevé sur les recettes pendant trente ans, la valeur en Bourse d'EDF s'établit à quelque 60 milliards sans que son actionnaire unique y ait investi le moindre argent, et cela bien que les prix de l'électricité aient été parmi les plus avantageux d'Europe. Le contribuable n'a donc rien à réclamer, ni le consommateur.

Seul le propriétaire – l'État – a tous les droits, si les électeurs les lui confirment... et si Bruxelles ferme les yeux. Cela étant, que ferait-on si les décideurs français, ayant opté pour le marché, en respectaient les règles ? Libéré de la responsabilité impopulaire de fixer les tarifs de l'électricité, le gouvernement observerait la montée des prix du courant sur le marché européen, comme il observe celle du prix des betteraves ou du mouton. Et aux Français mécontents qui l'interpelleraient, il répondrait que ce sont eux qui ont voulu, par le truchement de leur Parlement, que ce soit dorénavant la concurrence et le marché qui président à la gestion du secteur électrique et non plus l'État, actionnaire unique de la vieille EDF.

Il ajouterait que, certes, la nouvelle EDF va faire de très copieux bénéfices grâce à la rente nucléaire que lui a léguée l'ancienne, mais que c'est à lui, l'État propriétaire, que cette rente appartient (à 85 %). Et il déclarerait enfin qu'il est décidé à faire le meilleur usage de cette rente : elle pourrait être affectée à boucher le trou de la Sécurité sociale, à abonder le fonds de réserve des retraites ou à financer des campus universitaires dignes du génie français.

Or, la solution envisagée est de refuser le jeu du marché, de subventionner les entreprises concurrentes d'EDF en leur attribuant une part de la rente nucléaire – extraordinaire aubaine à laquelle elles n'osent vraiment prétendre – et de fixer les prix de l'électricité à un niveau assez bas pour que cette rente disparaisse : au lieu de l'affecter à la Sécurité sociale, l'idée est de répartir la rente entre les consommateurs d'électricité au prorata de leur consommation, grâce au blocage de nos prix à un niveau artificiellement bas. Que ferions-nous, géniaux Français, si nous étions encore plus intelligents ?

